Macron nous occupe avec les délires de la « convention citoyenne pour le climat”, et pendant ce temps…

écrit par François des Groux | 21 juin 2020

.

Limitation à 110 km/h sur autoroute, passage à la semaine de 28 heures payées 35 heures au niveau du SMIC, rénovation énergétique de tous les logements, plafonnement du chauffage à 19°, interdiction du transport aérien intérieur : voici quelques uns des délires proposés par la “Convention citoyenne pour le climat”.

Et pendant que les Français palabreront à longueur d'écran sur ces propositions ridicules, Macron et l'UE réduisent nos libertés et offrent notre pays à l'islam et aux "racisés"… car il faut occuper le peuple en enculant des mouches (qui peut un instant penser que le temps de travail hebdomadaire pourrait passer à 28 h à l'heure où Macron et le MEDEF se sont donné le droit de le porter à 60 heures si besoin ?), ça évite de parler de ce qui fâche… et d'ouvrir les yeux des Français.

Ainsi, nous avions déjà la République des juges, nous aurons désormais celle des "experts" et des "volontaires tirés au sort" pour décider de notre vie et de notre avenir.

En effet, quoi de mieux pour court-circuiter la démocratie et se passer du vote des Français que d'imposer cette "Convention citoyenne" soi-disant représentative où 150 volontaires ("choisis" parmi 250 000 tirés au sort) élaboreront, pour 67 millions de Français, des propositions pour "le monde d'après", celui de la transition écologique.

Ces volontaires devaient répondre à la question suivante : « Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici à 2030 (par rapport à 1990), dans un esprit de justice sociale ? » (Le Point)

A charge ensuite pour Emmanuel Macron de choisir quelles mesures écologiques adopter et par quel moyen (textes réglementaires, projets de loi, référendum…), lui même désirant appliquer les textes "sans filtres" (La Voix du Nord)

Cette "Convention citoyenne" étant déjà le fruit de la "démocratie participative", inutile, n'est-ce pas, de consulter l'ensemble des Français, plutôt rétifs à l'écologie punitive.

Les 150 membres de la Convention citoyenne pour le climat

Ces membres “représentatifs de la société française” (des *djeuns* de quartier, des SDF, des mères célibataires… et une nouvelle *parité* : 52% de femmes pour 48% d’hommes !) furent encadrés par des “experts” tel que… Jean Jouzel, un climatologue ancien vice-président du GIEC, très actif dans la lutte contre le réchauffement climatique et engagé, politiquement parlant, très à… gauche (il soutient Benoit Hamon).

De même, Laurence Tubiana, ex-militante de la Ligue communiste révolutionnaire, assurait la présidence de cette structure pas vraiment neutre idéologiquement : ses 150 “membres représentatifs” devaient sans doute plus se rapprocher du militant zadiste ou cégétiste que du Gilet jaune climato-sceptique.

Pourtant, il paraît que cette “Convention citoyenne” issue

du “Grand débat” (où l’on ne pouvait aborder les questions de l’immigration et de l’islam), devait répondre à la crise de 2018-2019 et apporter plus de “justice sociale” à une transition écologique parfois plus proche du bourrage de crâne idéologique et du racket fiscal que d’une tentative raisonnée de lutter contre le réchauffement climatique.

Au palais d'Iéna, trombinoscope des membres de la Convention, par l'artiste JR (photos AFP et My B)

Mais si les membres évitèrent soigneusement d'aborder la question sensible de la hausse des carburants (le fameux diesel des "Français qui fument des clopes") certaines mesures parmi les 150 proposées paraissaient délirantes, par exemple :

– Limiter la vitesse sur autoroute à 110 km/h (Hidalgo, de son côté, propose 30 km/h sur le périph' !)

– Adopter la semaine de 28 heures payées 35 heures au niveau du SMIC (proposition finalement rejetée samedi)

– Rénovation énergétique obligatoire de TOUS les logements

– Transport aérien intérieur interdit

– Limiter les ventes de SUV et de voitures trop lourdes (pourquoi pas mais comment transporter une famille nombreuse ?)

– Interdire la publicité des produits les plus émetteurs de gaz à effet de serre.

– Plafonner le chauffage à 19° et ne mettre en route la climatisation qu'à partir de 30°

– 40% de fermes "agroécologiques" en 2040

– Passer de 30 à 70% en 2050 l'électrification des transports, de l'industrie, du tertiaire… tout en fermant 14 centrales nucléaires d'ici 2035

.

Convention citoyenne : le choix de la décroissance

Les 150 citoyens tirés au sort font clairement le choix de la décroissance pour sauver le climat, sans grandes mesures structurantes…

L'objectif de départ était pourtant ambitieux : proposer des mesures permettant de réduire de 40 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 1990, dans un esprit de justice sociale. Quarante pour cent !

À la lecture des 286 pages de propositions soumises au vote ce week-end, on voit mal comment il pourra un jour être atteint : si certaines mesures paraissent efficaces, beaucoup sont empreintes d'idéologie, voire relèvent carrément de la pensée magique…

La Convention évite les sujets crispants

De fait : commandés pour réfléchir à l'opportunité d'abandonner ou non la hausse de la taxe carbone, qui avait provoqué le mouvement des Gilets jaunes, les citoyens ont pris une décision « audacieuse » : celle de ne pas traiter le sujet !

Ils proposent, pour la remplacer, un inventaire de mesures à la Prévert, dont certaines sont intéressantes […] d'autres, polémiques : limitation de la vitesse sur l'autoroute à 110 km/h […] imposer un suivi régulier de la formation des routiers à l'écoconduite, moduler les taxes sur les contrats d'assurance en fonction de l'émission de CO_2, interdire dès 2025 la vente de véhicules neufs très émetteurs, leur accès aux centres-villes…

Pas un mot sur le gaz ni sur le nucléaire !

En matière de logement […] ils proposent, par exemple, de contraindre la rénovation énergétique des bâtiments privés

[et] veulent aussi contraindre la rénovation globale des bâtiments publics, rendre obligatoire le changement des chaudières au fioul et à charbon, inciter à plafonner le chauffage à 19 °C et ne pas déclencher la climatisation en dessous de 30 °C…

[Et] pour remplacer les sources carbonées d'énergie (le taux d'électrification, inférieur à 30 % globalement aujourd'hui, doit atteindre 70 % d'ici à 2050…), les membres de la Convention n'évoquent pas une seule fois la question du nucléaire, source d'énergie décarbonée dont le gouvernement a pourtant décidé de réduire la disponibilité en fermant 14 réacteurs d'ici à 2035…

Ils ne disent pas un mot, non plus, des 16 centrales au gaz encore présentes sur le territoire, et qui ont rejeté l'an dernier 14,8 millions de tonnes de CO_2 dans l'atmosphère, soit trois fois plus que le transport aérien intérieur (qui serait interdit pour les vols de moins de 4 heures) !

[…] « La réduction du temps de travail, sans perte de salaire, est proposée pour aller vers ce nouveau modèle : sobriété, partage, justice sociale, écrivent-ils. Pour répondre pleinement à ces enjeux, nous devons consommer moins, produire moins et donc travailler moins. »

La semaine de travail devra donc passer à 28 heures, payées 35 heures au niveau du smic.

Étonnant paradoxe : travailler moins pour le même salaire implique au minimum un maintien de la croissance, pour que les richesses à redistribuer soient produites…

Les mêmes paradoxes se retrouvent dans la foule de propositions, sans rapport avec le climat, détaillées sur la consommation, l'agriculture, l'alimentation…

Les 150 citoyens veulent « atteindre 50 % d'exploitations en agroécologie d'ici 2040 », « diminuer l'usage des produits

phytopharmaceutiques de 50 % d'ici 2025 », « imposer des stages dans des exploitations qui appliquent les méthodes de l'agroécologie »…

« Nous voulons que d'ici 2030, 100 % des ménages français mangent au moins 20 % de fruits et légumes, produits céréaliers et légumineuses issus de produits bio », décrètent les citoyens. Sans se soucier de savoir comment les ménages paieront…

« L'absence de connaissances, l'incompréhension transpire de beaucoup de ces mesures », regrette l'ancien ministre de l'Environnement Brice Lalonde. « Comme s'ils avaient voulu peindre un monde idéal, sans consulter aucun chef d'entreprise, aucun économiste… Comme si tout pouvait se faire d'un coup de baguette magique. Il y a une espèce de mépris de la compétitivité, et d'égocentrisme »…

Manipulés, les 150 citoyens ?

Le comité de gouvernance qui a orienté leurs travaux n'était en tous les cas pas politiquement neutre : ses coprésidents (Laurence Tubiana, militante à la LCR dans sa jeunesse, et Thierry Pech, directeur de Terra Nova et ancien altermondialiste) sont issus de la gauche. Comme ses « experts », une militante associative, un ancien conseiller de Benoît Hamon ou le « garant » Cyril Dion, activiste écologiste ayant participé à l'« Affaire du siècle », qui appela les Gilets jaunes à rejoindre le mouvement.

https://www.lepoint.fr/environnement/convention-citoyenne-le-choix-de-la-decroissance-20-06-2020-2380932_1927.php?M_BT=1272298818872#xtor=EPR-6-[Newsletter-Mi-journee]-20200620